

**Convention collective**

IDCC : 1867. – **MÉTALLURGIE**  
**(DRÔME ET ARDÈCHE)**  
**(24 novembre 1994)**

(*Bulletin officiel* n° 1995-1 bis)

(Etendue par arrêté du 26 décembre 1995,  
*Journal officiel* du 6 janvier 1996)

■ *Journal officiel* du 18 avril 2009

**Arrêté du 9 avril 2009 portant extension d'un avenant à la  
convention collective de la métallurgie de la Drôme-Ardèche  
(n° 1867)**

NOR : MTST0908380A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité  
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 1996 et les arrêtés successifs, notamment  
l'arrêté du 11 février 2009, portant extension de la convention collective de  
la métallurgie de la Drôme et de l'Ardèche du 24 novembre 1994 et de tex-  
tes la complétant ;

Vu l'avenant n° 49 du 23 décembre 2008 relatif à la fixation des taux  
effectifs garantis annuels, aux rémunérations minimales hiérarchiques et aux  
indemnités de panier et de rappel à la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 25 février 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective  
(sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure  
prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail,

Arrête :

### **Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective de la métallurgie de la Drôme et de l'Ardèche du 24 novembre 1994, les dispositions de l'avenant n° 49 du 23 décembre 2008 relatif à la fixation des taux effectifs garantis annuels, aux rémunérations minimales hiérarchiques et aux indemnités de panier et de rappel à la convention collective susvisée sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

### **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

### **Article 3**

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 avril 2009.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur général du travail,*  
J.-D. COMBEXELLE

*Nota.* – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/7, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.